La Commune

Entre corruption et débandade

Etat espagnol

Alors que les faillites s'accumulent dans toutes les branches et surtout dans la construction, secteur de base de l'économie
espagnole, et que le taux de chômage approche les 20%, que la corruption se répand dans les Régions autonomes, que
le conseil des ministres du 11 septembre décrète l'envoi d'un nouveau contingent de soldats en Afghanistan après avoir
promis qu'il retirerait les troupes, que le PSOE s'allie pour gouverner avec le PP (droite franquiste) au Pays Basque et les
nationalistes (gauche) en Catalogne, que ses ex-ministres quittent les Cortes et la politique, le gouvernement utilise le
miroir aux alouettes du "taxons les riches" pour sauver la monarchie espagnole de la banqueroute

Corbacho, ministre du travail, fait mine de déplorer le comportement des banquiers qui retarderaient la reprise de l'économie espagnole en pleine récession, les accusant d'avoir joué aux bénéfices rapides et faciles pendant le boom immobilier, ce qui est exact, mais oubliant de dire que ce sont les gouvernements du PSOE, depuis 1982, puis du PP, et du PSOE de nouveau , depuis 2004 avec Zapatero, qui ont augmenté le capital des grandes banques. Il faut rappeler que ce fut le ministre de l'économie de Felipe Gonzalez, M. Boyer, l'artisan de la nationalisation des petites banques en 1986, en réalité une expropriation au profit exclusif des grandes banques comme le BBV ou le Banco Santander qui font aujourd'hui les plus gros profits de leur histoire, tandis que l'économie réelle, la production de marchandises, s'enfonce peu à peu dans le marasme, avec des licenciements par milliers se rapprochant ainsi à grande vitesse du taux de chômage de 20% que l'OCDE prévoit pour 2010.

"Taxer les riches" ?

Face à l'ampleur du déficit - 10% du PIB - creusé par la crise capitaliste de surproduction et par les mesures prises pour la contenir, Corbacho doit se résoudre à rompre la ligne de conduite du gouvernement Zapatero consistant jusqu'alors à réduire la pression fiscale, considérant "*raisonnable et solidaire de demander un petit effort au contribuable en attendant de nouvelles baisses d'impôts dès que les circonstances le permettront*". Pas question de plomber la fiscalité des entreprises, ni les revenus du travail, a-t-on insisté par ailleurs. Mais les effets d'annonce du gouvernement apparaissent de plus en plus comme

une cacophonie faite d'interventions improvisées des ministres, suivies de démentis, pour rassurer les patrons sur les hausses d'impôts. Un jour on insinue que les sicav, puis les revenus de plus de 50.000 euros seraient concernés, ensuite pour amadouer la "gauche" et les dirigeants syndicaux, on parle de taxer les riches, se gardant bien d'abroger les exemptions d'impôts, ristournes et autres allègements de cotisations sociales accordés délibérément au Capital et qui, à eux seuls suffiraient largement à réduire le déficit. Mais " taxer les riches " s'est très vite transformé, comme il fallait s'y attendre, en une "très probable augmentation de la tva", une nouvelle augmentation d'impôts donc, pour les travailleurs. Car, taxer les riches dans un État capitaliste se traduit toujours par plus d'impôts pour les travailleurs qui verraient leur éventuelle épargne ou ce qui leur en reste, rétrécir comme une peau de chagrin C'est l'éternel slogan d'une "gauche" impuissante et pusillanime qui n'ose avancer le mot d'ordre d'expropriation des expropriateurs, trouvant ses analgésiques dans les encycliques de l'église romaine.

Sauve qui peut chez les ministres

Tout cela ne pouvait que provoquer la fuite de ministres de Zapatero, comme Solbes, alarmés par les improvisations et le désarroi d'un gouvernement qui change de critère sans arrêt. "*Trois autres ministres ont ainsi quitté la politique et d'autres s'apprêteraient à les suivre" selon le journal El País qui dans son éditorial du 16 septembre voit "un gouvernement glissant sur la pente le menant à l'abîme*", le radeau de la méduse en somme.

La crise de l'État monarchiste s'approfondit donc, confronté dans les régions autonomes comme la Catalogne ou le Pays Basque, aux travailleurs qui manifestent, comme à Barcelone ceux de Nissan et de Roca ou à Vitoria ceux de Mercedes, contre les plans de restructuration qui les menacent de licenciement ou de chômage technique. Ils ont, pour la première fois depuis la restauration de la monarchie et de ses autonomies, pris l'initiative dans les manifestations organisées à l'occasion de la "Diada", la fête nationale catalane, jusqu'ici monopolisées par les organisations nationalistes, reléguant celles-ci au deuxième plan, avec des slogans contre les fermetures d'usines et les destructions de postes de travail. Pour sa part le Président de la Generalitat, Montilla, du PSC-PSOE, a dénoncé le gouvernement qu'il accuse de fomenter le séparatisme avec ses prises de position contre la réforme du statut d'autonomie - spécifiant que la Catalogne est une nation. Ce statut fut pourtant ratifié par un référendum et Zapatero lui donna même son aval avant d'être approuvé aux Cortes -. On attend à ce sujet la décision du Tribunal Constitutionnel qui pourrait annuler le résultat de ce référendum alors que la vice-présidente du gouvernement a déclaré qu'elle l'appuiera d'ores et déjà jetant ainsi un pavé dans la mare. Pour

sa part, le président du parlement catalan, Puigcercos (ERC) a déclaré : "*on veut un État pour ne plus avoir à payer les ministères de Madrid, cette bande de corrompus qui nous envoie à Arenys de Munt les avocats de l'État de la Phalange*". Il faisait allusion ainsi à la manifestation organisée par les Phalangistes contre le droit à l'autodétermination, le même jour où la "Plateforme indépendantiste "de cette petite ville de la province de Barcelone organisait un référendum pour l'indépendance de la Catalogne avec l'appui de la municipalité, et prévoit, par ailleurs d'étendre cette initiative dans une soixantaine de villes de Catalogne.

PSOE et PP main dans la main

Au Pays Basque, Patxi López, Président (PSOE) de cette région autonome, vient de déclarer "*notre pacte avec le PP va plus loin que de simples accords électoraux, il est blindé*", une manière de dire sans ambages que PSOE et PP sont d'accord sur l'essentiel et d'illustrer, l'on ne peut mieux, l'accusation portée par son camarade et collègue catalan Montilla. Après avoir longtemps été l'allié des nationalistes du PNV pour rendre gouvernable le Pays Basque, le PSOE tombant de Charybde en Scylla, se jette, en effet, dans les bras des franquistes. Tout cela alors que les scandales, les inculpations d'élus du PP fleurissent dans tous les jardins d'Espagne : des Baléares à Benidorm en passant par Valence, etc.... Et que les sondages soulignent la possibilité d' élections anticipées dans les villes où de nombreux cas de transfuges politiques (PP-PSOE et vice-versa) sont signalés.

Corruption à tous les étages

Les présidents des autonomies et leur cour ressemblent à des seigneurs féodaux, entourés d'une nombreuse clientèle, sur laquelle s'assoit leur pouvoir. Ce sont les nouveaux " grands " d'Espagne . Une nouvelle bureaucratie de la monarchie espagnole, celle des parvenus dont elle dépend et que la banque finance et ses tribunaux cautionnent, comme à Valencia avec son président régional accusé de concussion puis relaxé mystérieusement, après avoir pendant des mois défrayé la chronique et les unes des médias ou, celui des Baléares, toujours dans l'actualité, jugé pour détournement de fonds.

Mais ce pacte entre une ancienne bureaucratie en provenance du franquisme et la nouvelle, issue du PSOE et de ses satellites (Izquierda -Unida), est le ciment bien effrité de l'État espagnol. Tout cela n'a tenu jusqu'ici qu'au fil de la spéculation immobilière effrénée et aux commissions des impérialismes et de leurs entreprises multinationales, aujourd'hui en pleine crise de surproduction. C'est ainsi que les infrastructures des transports, dépendent entièrement des fonds européens, que ceux-ci viennent à manquer et s'en sera fini même du tourisme, l'autre pilier de l'économie espagnole depuis la dictature franquiste. Ces groupes privilégiés sont condamnés aux compromis, ce qu'ils font à travers les

batailles de façade qui viennent d'être évoquées. Ce dont il s'agit toujours c'est de conforter le régime monarchique de plus en plus fragilisé : pacte PSOE-PP au Pays Basque ou consensus dans toutes les autres autonomies, avec les nationalistes catalans, galiciens ou canariens.
Cette coïncidence d'intérêts, ce besoin de s'épauler, est une nécessité pour faire face à la montée de la classe ouvrière, trop longtemps abusée par les appareils réformistes et staliniens.

l'Espagne, "un boulet pour l'Europe"

Placée sur les fonts baptismaux par l'impérialisme, la monarchie espagnole, son maillon le plus faible, est maintenant à la croisée des chemins. Elle doit réaliser un effort extraordinaire pour se maintenir debout, manoeuvrer pour ne pas sombrer dans l'abîme de la banqueroute qui la guette. "*l'Espagne décroche*" titre El País et Le Monde, impitoyable, enfonce le clou et... affirme : "*l'Espagne devient un boulet pour l'Europe*". Et la déflation rappelée par l'OCDE mais niée, contre toute évidence, par le gouvernement, confirme sans appel le diagnostic. Les "plans économiques" qu'elle met en branle péniblement font le même effet qu'un cataplasme sur une jambe de bois. Elle s'effondrera, n'en doutons pas, à la première mobilisation unie de la classe ouvrière et de ses organisations reconstruites.

Domingo Blaya,

Vitoria, Alava,Etat espagnol

16 septembre 2009

Modifié le lundi 05 octobre 2009

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol

« L’irruption d’un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L’Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »

Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »

Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »

Institutions en crise et nationalités

Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »

À l’épreuve du pacte P.P – P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »

Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »